

comme nous l'avons toujours fait, nous est-il encore possible de le faire?

Les organismes des Nations Unies ont leurs propres problèmes de ressources. Bien que l'on demande à l'ONU de relever des défis de plus en plus nombreux et de plus en plus complexes, l'Organisation n'a pas les moyens d'assumer une charge plus lourde.

Bien que l'on veuille appuyer l'ambitieux nouveau programme d'action du secrétaire général de l'ONU, tel que précisé dans l'«Agenda pour la paix», on ne peut pas pour autant ignorer le fait que plusieurs pays membres, dont les États-Unis, mettent ce programme en danger parce qu'ils ne paient pas leur cotisation. Comment l'ONU peut-elle assumer la responsabilité de la paix et de la sécurité quand des membres, y compris certains membres du Conseil de sécurité, négligent ou refusent d'assumer leurs propres responsabilités financières vis-à-vis de l'Organisation?

J'ai trouvé encourageante la reconnaissance par le président Bush de l'utilité des initiatives de maintien de la paix des Nations Unies. Le président élu Clinton a déjà manifesté une attitude positive à cet égard.

Toutefois, l'offre américaine d'installations pour la formation de gardes de la paix est loin de répondre aux besoins les plus pressants de l'ONU. Ce qui compte le plus à l'heure actuelle, c'est que les États-Unis paient leur cotisation. Ce sera un point prioritaire à l'ordre du jour lors de nos entretiens avec la nouvelle administration américaine.

Ce qui rend la question des ressources plus urgente que jamais, c'est l'évolution de la nature des missions de paix. Ainsi, il ne s'agit plus simplement de s'interposer entre deux adversaires épuisés par la guerre. Comme on peut le constater dans les cas de la Yougoslavie et de la Somalie, les opérations de paix sont devenues multidimensionnelles. Elles peuvent impliquer le rétablissement de la paix, l'aide humanitaire, le secours aux réfugiés, la reconstruction d'infrastructures, la logistique électorale et la participation d'observateurs à des élections, et même l'établissement d'institutions ou de systèmes judiciaires et politiques qui permettent d'éviter l'avènement de conditions menant à des conflits.

À la lumière de cette nouvelle réalité, il est peut-être plus important que jamais de revoir nos critères traditionnels de participation à des missions de paix. En affirmant qu'il nous faudra revoir nos critères traditionnels, je ne mets pas en doute les décisions que nous avons déjà prises.

Certaines personnes, y compris le porte-parole du Parti Libéral, M. Axworthy, semblent vouloir laisser entendre que nos décisions